

# **FONDS DE DOTATION PLANETE SOCIAL**

Fonds de dotation régi par la loi du 4 août 2008

Déclaré le 29 octobre 2010 à la préfecture des Hauts-de-Seine  
N° parution au JO 20100050



## **Siège Social**

34, avenue Charles de Gaulle  
92 220 Neuilly-sur-Seine



## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2013**



**SOFIDEEC  
BAKER TILLY**

Société d'Expertise Comptable  
et de Commissaires aux Comptes  
138, bd Haussmann - 75008 PARIS  
Tél. 01.42.99.66.44 - Fax 01.42.89.31.63

*Société Anonyme au Capital de 1.400.000 Euros - 652 059 213 R.C.S. PARIS - SIRET 652 059 213 00023 - NAF 6920Z*

Aux Membres

**du Fonds de dotation PLANETE SOCIAL**

\*\*\*\*\*

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels du **Fonds de dotation PLANETE SOCIAL** tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification des appréciations,
- les vérifications spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

## **II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

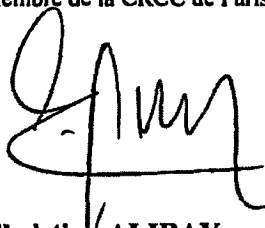
## **III- VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 30 mai 2014

**Pour SOFIDEEC Baker Tilly**  
Commissaire aux comptes  
Membre de la CRCC de Paris



**Christian ALIBAY**  
Directeur Général Délégué  
Commissaire aux comptes  
Membre de la CRCC de VERSAILLES

## BILAN ACTIF

	31/12/2013			31/12/2012
	Brut	Amort & Prov.	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits similaires	4 042	3 057	985	2 333
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total (I)</b>	<b>4 042</b>	<b>3 057</b>	<b>985</b>	<b>2 333</b>
<b>Comptes de liaison</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Ouvrages Planète Social	34 850	4 476	30 374	17 114
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>Créances d'exploitation (3)</b>				
Créances usagers et comptes rattachés				
Autres créances				
Débiteurs divers	2 083		2 083	6 025
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie	3 940 022		3 940 022	1 962 323
Disponibilités	1 082		1 082	1 513
Charges constatées d'avance (3)				
<b>Total (II)</b>	<b>3 978 037</b>	<b>4 476</b>	<b>3 973 561</b>	<b>1 986 975</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
<b>Ecart de conversion actif (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>3 982 079</b>	<b>7 533</b>	<b>3 974 546</b>	<b>1 989 308</b>
(1) dont droit de bail				
(2) dont à moins d'un an				
(3) dont à plus d'un an				
<b>Engagements reçus</b>				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisé par l'organisme de tutelle				
Dons en natures restant à vendre				

## BILAN PASSIF

	31/12/2013	31/12/2012
	Net	Net
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds Propres</b>		
Dotation consommable	4 000 000	2 000 000
Ecart de réévaluation		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Report à nouveau	-13 716	-4 199
Autres réserves		
<b>RESULTAT de l'exercice (Excedent ou Perte)</b>	-15 106	-9 517
<b>Autres fonds associatifs</b>		
Subventions d'investissement sur des biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>3 971 178</b>	<b>1 986 284</b>
<b>Compte de liaison (II)</b>		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>Total provision pour risque et charges (III)</b>		
<b>FONDS DEDIES</b>		
sur subventions fonctionnement		
sur autres ressources		
<b>TOTAL Fonds Dédiés (IV)</b>		
<b>DETTES (1)</b>		
Emprunts obligataires		
Emprunts, dettes auprès établissements crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commande		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 125	3 024
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	243	
Produits constatés d'avance		
<b>Total dettes (V)</b>	<b>3 368</b>	<b>3 024</b>
<b>Ecart de conversion passif (VI)</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I à VI)</b>	<b>3 974 546</b>	<b>1 989 308</b>
(1) Dont à moins d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(1) Dont à plus d'un an (A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		
(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) dont emprunts participatifs		
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		

## COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2013	31/12/2012
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services		
<b>Montant net des produits d'exploitation</b>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprise sur amort. et provisions, transferts de charges		
Autres Produits (y compris droits d'auteurs)	5 275	6 025
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>5 275</b>	<b>6 025</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Frais de fabrication ouvrages	28 700	28 309
Variation de stocks (ouvrages)	-17 735	-17 114
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)		
Autres achats, charges externes (2)	3 792	3 292
Impôts taxes, versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Autres charges de personnel		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 347	1 347
Dotations aux dépréciations sur immobilisations		
Dotations aux dépréciations sur actif circulant	4 476	
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges		
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>20 580</b>	<b>15 835</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-15 305</b>	<b>-9 810</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>		
Excédent supporté ou déficit transféré (III)		
Déficit attribué ou excédent transféré (IV)		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations (4)		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (4)		
Autres intérêts, prod.assimilés (4)	199	293
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)</b>	<b>199</b>	<b>293</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilés (5)		
Différences négatives de change		
charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)</b>		
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>199</b>	<b>293</b>
<b>3 - RESULTAT AVANT IMPOT (1 - II + III - IV + V - VI)</b>	<b>-15 106</b>	<b>-9 517</b>

## COMPTES DE RESULTAT

	31/12/2013	31/12/2012
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprise sur provisions et transfert de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)</b>		
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>		
Impôt sur les bénéfices (IX)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VI)</b>	5 474	6 318
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX)</b>	20 580	15 835
<b>5 - SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>-15 106</b>	<b>-9 517</b>
+ Report de ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>6 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-15 106</b>	<b>-9 517</b>
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) dont redevances de crédit bail mobilier dont redevances de crédit bail immobilier		
(3) dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(4) dont produits concernant des entreprises liées		
(5) dont charges concernant des entreprises liées		

# Fonds de dotation PLANETE SOCIAL

## Annexe aux comptes annuels

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2013 dont le total est de 3.974.546 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un déficit de 15.106 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2013 au 31/12/2013.  
Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Préambule

PLANETE SOCIAL est un fond de dotation dont l'activité principale consiste en la promotion des bonnes pratiques sociales pour favoriser le développement économique, social et de l'emploi des entreprises industrielles de toutes tailles au niveau national et international.

### Faits marquants de l'exercice

L'exercice est caractérisé par la publication de trois nouveaux ouvrages du fonds de dotation :

- Réflexions sur le jeu croisé des pouvoirs et des responsabilités dans les groupes de société,
- Les relations des caisses de sécurité sociale avec les entreprises
- Les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux dans l'UE.

La diffusion de ces derniers a été confiée à la société LexisNexis.

Attribution par le GIM d'une dotation supplémentaire de 2.000.000 €.

Cet exercice est aussi marqué par la nomination en qualité de Président de M. Dominique DAUXERRE.

### Changements de méthodes comptables et de présentation

Aucun changement de méthodes comptable et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

### Evénements postérieurs à la clôture

Aucuns événements postérieurs à la clôture.



## **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels du Fonds de dotation PLANETE SOCIAL ont été arrêtés en conformité avec les principes comptables français applicables aux fonds de dotation, définis par le règlement 2009-01 du 3 décembre 2009 du Comité de la Réglementation comptable et l'avis 2009-01 du 5 février 2009 du Comité National de la Comptabilité.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS**

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés en fonction de la nature et de la valeur d'acquisition des immobilisations

Au 31 décembre 2013, le poste immobilisation est constitué par le site internet à hauteur de 4 042 € et par ses amortissements pour 3 057 €.

Les durées d'amortissement retenues sont :

- Site internet : 3 ans

### **STOCKS**

Les stocks sont évalués à leur prix d'acquisition, prix d'achat et frais accessoires inclus. La valeur d'inventaire des stocks est déterminée selon la méthode « CUMP ».

Une dépréciation des stocks est comptabilisée pour la différence entre le prix de revient et la valeur de réalisation lorsque cette dernière est inférieure ou encore lorsque le produit a un taux de rotation très faible.

### **CREANCES ET DETTES**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la

différence. La méthode du C.U.M.P. (Coût unitaire moyen pondéré) est retenue pour leur évaluation lors des cessions.

Au 31 décembre 2013, le fonds de dotation dispose de placements de trésorerie dont le détail est présenté ci-dessous :

Nature des placements	Valeur Comptable brute	Valeur Comptable nette	Valeur Liquidative
• SICAV Monétaires	3 940 022	3 940 022	3 961 371
<b>Total</b>	<b>3 940 022</b>	<b>3 940 022</b>	<b>3 961 371</b>

Rubriques	Valeur Comptable nette	Valeur Liquidative
Montant à l'ouverture de l'exercice	1 962 323	1 980 176
Acquisition de l'exercice	2 000 000	2 000 000
Cession de l'exercice en prix de vente	-22 500	-22 500
Reprise et dépréciation sur titres cédés		
Plus-value sur cessions de titres :		
- Détenus au début de l'exercice	199	199
- Acquis dans l'exercice		
Variation de la dépréciation du portefeuille		
Autres variations de plus-values latentes		
- Sur titres acquis dans l'exercice		21 349
- Sur titres acquis antérieurement		-17 853
Autres mouvements comptables		
<b>Montant à la clôture de l'exercice</b>	<b>3 940 022</b>	<b>3 961 371</b>

La valeur d'inventaire des titres est évaluée à la date du 31 décembre 2013.

## DOTATIONS ET DONNS

Le fonds de dotation PLANETE SOCIAL s'est vu allouer à sa création, **une dotation consommable** de 2.000.000 euros.

Une dotation consommable supplémentaire de 2.000.000 euros a été attribuée par le GIM lors de cet exercice.

Au cours de l'exercice, aucun prélèvement n'a été opéré sur la dotation en 2013.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des dotations initiales et complémentaires sur l'exercice clos au 31 décembre 2013 :

Dotation	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Utilisations	Solde à la fin de l'exercice
<b>Total</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>	<b>0</b>	<b>4 000 000</b>

**COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**

**Etat des immobilisations**

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b> Frais d'établissement, Recherche et développement Autres postes d'immobilisations incorporelles <b>TOTAL I</b>	   4 042	   0	   0
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> Constructions sur sol propre et d'autrui Installations générales, agencements, constructions Installations techniques, matériel et outillages industriels Autres installations, agencements, aménagements Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes <b>TOTAL II</b>	         0	         0	         0
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b> Participations évaluées par mise en équivalence Autres participations Autres titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières <b>TOTAL III</b>	    0	    0	    0
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>4 042</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par mise au rebut		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b> Frais d'établissement, Recherche et développement Autres postes d'immobilisations incorporelles <b>TOTAL I</b>	0	0	4 042	0
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> Constructions sur sol propre et d'autrui Installations générales, agencements, constructions Installations techniques, matériel et outillages industriels Autres installations, agencements, aménagements Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes <b>TOTAL II</b>	0		0	0
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b> Participations évaluées par mise en équivalence Autres participations Autres titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières <b>TOTAL III</b>	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	0	0	4 042	0

### Etat des amortissements

Cadre A	Situation et mouvements de l'exercice			
	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminut. Sorties/Reprises	Valeur en fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b> Frais d'établissement, Recherche et développement Autres postes d'immobilisations incorporelles <b>TOTAL I</b>	1 709	1 347	0	3 057
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b> Constructions sur sol propre et d'autrui Installations générales, agencements, constructions Installations techniques, matériel et outillages industriels Autres installations, agencements, aménagements Matériel de transport Matériel de bureau, informatique, mobilier Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes <b>TOTAL II</b>	0	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	1 709	1 347	0	3 057

## État des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au +	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État et autres collectivités publiques :			
Débiteurs divers	2 083	2 083	
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 083</b>	<b>2 083</b>	
Montant des prêts accordés dans d'exercice			
Remboursements des prêts dans d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au +	Plus 1 an 5 ans au +	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 125	3 125		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociales et autres organismes sociaux				
État et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les sociétés				
- Autres impôts, taxes assimilées				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	243	243		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 368</b>	<b>3 368</b>		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

## Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 125
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir : Néant)	243
<b>TOTAL</b>	<b>2 426</b>

### Ventilation des recettes

Répartition par secteur d'activité	Montant
Dons	
Quote-part de dotation consommable virée au résultat	
Droits d'auteur	5 275
Produits financiers sur placements	199
<b>TOTAL</b>	<b>5 474</b>

Répartition par marché géographique	Montant
France	5 474
Étranger	
<b>TOTAL</b>	<b>5 474</b>

### Impôts sur les revenus mobiliers

Les statuts du fonds prévoient la possibilité de consommer sa dotation en capital. Le Conseil d'administration du fonds de dotation a décidé d'opter pour la consommation des dotations reçues.

En conséquence, les revenus du patrimoine du fonds sont assujettis à l'impôt sur les sociétés des organismes sans but lucratif (article 206-5 du CGI)

### Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Engagements approuvés au 31 décembre 2013	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

Dont concernant :

- les dirigeants
- les filiales
- les participations
- les autres entreprises liées

Dont engagements assortis de sûretés réelles

Engagements reçus	Montant
Engagements de versement de dotations complémentaires	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

Dont concernant :

- les dirigeants
- les filiales
- les participations
- les autres entreprises liées

Dont engagements assortis de sûretés réelles

### **Rémunération des organes de direction**

Au titre de l'exercice, les membres du Conseil d'Administration du Fonds de dotation PLANETE SOCIAL n'ont pas perçu de rémunération, ni ne bénéficient d'avantages en nature.

### **Contributions volontaires**

Néant.

### **Effectif moyen**

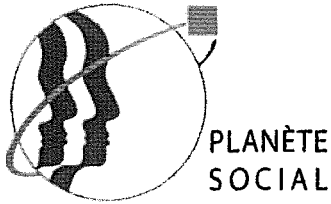
Néant.

### **Droit Individuel à la Formation**

N/A

### **Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre du contrôle légal des comptes est de 3 090 €.



### **Rapport d'activité 2013 du Fonds de dotation PLANÈTE SOCIAL**

L'année 2013 a été pour le Fonds Planète Social une année de consolidation de l'activité du Comité Scientifique dans le domaine des publications et des travaux en matière juridique sociale en même temps qu'une année charnière liée au renouvellement de ses instances et à la volonté de son Conseil d'accroître son influence par une plus large diffusion de ses idées dans l'espace public et de s'en donner les moyens comme en témoignent les décisions consignées dans les procès-verbaux des Conseils d'Administration des 12 juin et 25 novembre 2013.

Ainsi, le Comité Scientifique, sur la proposition de son Président le Professeur Bernard TEYSSIE, Président Honoraire de l'Université PARIS II Panthéon ASSAS et Directeur du Laboratoire de Droit Social a sélectionné et retenu trois sujets de thèses de Doctorat qui ont été publiés dans la collection Planète Social, l'édition et la diffusion de ces ouvrages étant confiée à la société LEXIS NEXIS, premier éditeur juridique européen voire mondial.

Les sujets des trois thèses publiées en 2013 portent respectivement sur :

- ✓ Le jeu croisé des pouvoirs et des responsabilités dans les Groupes de sociétés.
- ✓ Les relations des Caisses de Sécurité Sociale avec les entreprises.
- ✓ Les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux dans l'Union Européenne.

Comme en 2012, ou furent publiées les trois premières thèses de la collection créée par le Fonds, les thèmes choisis et approuvés par les membres du Comité Scientifique en 2013 s'inscrivent parfaitement dans les préoccupations actuelles et très concrètes des entreprises, notamment industrielles, confrontées sur ces sujets à des évolutions réglementaires et jurisprudentielles préjudiciables à leur compétitivité. Tel est le cas des questions traitées relatives aux relations des Caisses de Sécurité Sociale avec les entreprises, domaine peu étudié en France surtout dans l'optique retenue par l'auteur, celle de la compétitivité... De la même manière les deux autres ouvrages portent sur des questions centrales pour les entreprises au niveau national mais aussi européen et international. La question des pouvoirs et des responsabilités dans les groupes de sociétés a suscité de nombreux problèmes pour les directions des entreprises souvent internationales avec des filiales en France. La jurisprudence n'a pas aidé ces entreprises à s'adapter aux évolutions économiques nécessitant des restructurations ou même seulement des réorganisations. Il en est de même pour les aspects de gestion sociale liés aux fusions transfrontalières des sociétés de capitaux dans l'Union Européenne, sujet très concret et très opérationnel sur lequel les responsables d'entreprises sont très demandeurs d'un solide cadre juridique théorique et surtout pratique.

Ces réflexions et ces publications dont l'initiative revient au Comité Scientifique répondent bien à deux objectifs cardinaux du Fonds : Faire connaître les bonnes pratiques, favoriser la diffusion de travaux universitaires qui, sans le soutien du Fonds, ne pourraient pas être publiés à compte d'auteur.



Force est de constater que la qualité des travaux publiés dans la collection Planète Social comme leur caractère très « opérationnel » ont permis d'asseoir la notoriété de cette nouvelle collection désormais connue et reconnue dans le monde fort restreint des éditeurs de thèses. Largement diffusées dans les milieux juridiques et judiciaires, dans les organisations professionnelles, ces publications concourent indiscutablement à la diffusion de nos idées et sont directement utiles aux entreprises et à leurs conseils.

Parallèlement, le Comité Scientifique, qui avait constitué un groupe ad hoc en 2012 sur le thème de la Santé au travail, a poursuivi tout au long de l'année 2013 ses réflexions et ses travaux de rédaction et de mise à jour de son étude sous l'autorité du Professeur Philippe Langlois. L'évolution constante de la jurisprudence de la Cour de Cassation, l'extension du champ de responsabilité de l'employeur, l'émergence de préjudices nouveaux ouvrant droit à indemnisation tels le préjudice d'anxiété ou la prise en compte du bouleversement des conditions d'existence, etc... ont conduit le groupe de travail à une refonte substantielle du plan de travail de l'étude et à une réécriture de nombreux chapitres qui ont retardé d'autant l'imprimatur du Comité scientifique pour la publication dans la collection "planète social" par LEXIS NEXIS.

Lors des Conseils d'Administration des 12 juin 2013 et 25 novembre 2013, le Président a proposé dans un document intitulé "Réalités et Perspectives du Fonds Planète Social" une série d'orientations et d'actions approuvées à l'unanimité du Conseil d'Administration consistant notamment à mettre en place dans le cadre d'un cycle intitulé "le Social, instrument de la compétitivité" une série de rencontres ouvertes à un large public "les rencontres de Planète Social"...

Dans ce cadre, dès la rentrée 2013 le Président a sollicité les DRH des deux grands constructeurs automobiles, membres du Comité Scientifique par ailleurs, pour préparer avec eux l'organisation d'une rencontre au cours de laquelle les acteurs de la négociation des accords de compétitivité de Renault et PSA pourraient exposer les conditions et la méthode qui ont permis la conclusion de ces accords de compétitivité structurels. Le dernier trimestre 2013 a donc été consacré à la préparation de cette rencontre et l'organisation de réunions de travail avec les équipes de chacune des entreprises.

Dans le même sens deux autres thèmes ont été retenus et des groupes de travail constitués, l'un consacré à "la santé au travail et la compétitivité", l'autre sur le cadre juridique de l'activité salariée et la compétitivité "pour analyser le modèle français confronté à la concurrence internationale et à la compétitivité des entreprises industrielles. Des propositions concrètes de réformes du cadre juridique social susceptibles de lever les obstacles à la rigidité du marché du travail en France pourront être proposées.

Enfin dans le domaine de l'organisation des instances du Fonds l'année 2013 a été une année charnière dès lors qu'arrivaient à leur terme les mandats triennaux des administrateurs et la préparation du renouvellement des membres du Comité Scientifique pour le début de l'année suivante.

Outre l'élection par les administrateurs désignés par le Fondateur de MM Dauxerre comme Président, Magnan comme Vice-Président, Fert comme trésorier et Texier comme Administrateur, le Président du GIM Monsieur Marc Ventre a été nommé Président du Comité d'investissement conformément aux stipulations statutaires en novembre 2013.

**En 2013, il convient de noter qu'une dotation consommable complémentaire de 2 millions d'euros à été attribuée par le GIM au Fonds de dotation Planète Social. Au cours de l'exercice, aucun prélèvement n'a été opéré sur la dotation en 2013 .**

**D'autre part, une convention de mécénat de compétences et de mise à disposition de moyens matériels a été conclue entre le GIM et Planète Social. Cette convention fixe pour trois années le cadre et les modalités des concours apportés par le GIM à Planète Social tant sur le plan des compétences d'experts pouvant être sollicitées qu'en matière d'assistance technique et logistique.**

**Le Président**